

L'Adresse—M. S. Robinson

une lettre que j'ai reçue et qui illustre, beaucoup plus clairement et éloquentement que toute statistique ou tout rapport ne pourrait le faire, les effets qu'ont les mutations technologiques et la dérobade du gouvernement qui se refuse à apporter une réponse humaine et civilisée aux conséquences de ces changements. Voici une lettre d'un homme de 46 ans qui déclare:

... Pendant toute ma vie d'adulte, j'ai travaillé dans le même domaine (la gavage sur caoutchouc). En avril 1982, j'ai été mis à pied temporairement à cause d'un manque de travail, mais six mois plus tard on m'a informé que, en raison de nouveaux procédés dans mon domaine, mon emploi avait été supprimé. A 45 ans, et sans grande instruction, (8^e année) je me rendais compte qu'il me fallait trouver un nouveau domaine d'emploi—ou un emploi tout simplement—

Et il ajoute:

... et que j'aurais dû me préparer en complétant mon instruction par des cours du soir, etc., pendant les années où je travaillais, mais j'avais toujours pensé, à tort, que mon travail durerait jusqu'à ma retraite.

Il a été jeté au chômage, monsieur le Président, et il a essayé désespérément de trouver quelque chose d'autre ou d'apprendre un nouveau métier. Il a décidé finalement d'apprendre l'horticulture. Il a réuni ses maigres économies et s'est inscrit à un cours d'horticulture, mais on lui a refusé l'assurance-chômage et, finalement, ses économies se sont épuisées. En décembre, il a demandé aux responsables de l'assurance-chômage de l'aider à terminer son cours de recyclage. Eh bien, monsieur le Président, au lieu d'accepter de l'aider en l'indemnisant pendant qu'il s'améliorait et acquerrait une formation pour un autre emploi, on lui a refusé des prestations et il a été contraint de quitter ses cours. Comme il le déclare:

J'estime que dans ma situation, étant donné que j'ai désespérément besoin d'avoir un métier pour trouver du travail, j'aurais dû être en mesure de recevoir des prestations afin de terminer mon cours au mois de mars.

Bien entendu, lorsque ses prestations d'assurance-chômage seront épuisées, il sera dans une situation encore pire. Il devra s'en remettre à l'assistance-sociale et n'aura pas de profession, puisque son métier de graveur sur caoutchouc est inutile dans un monde où la technologie l'a remplacé. Comme il le déclare:

... Je suis convaincu qu'il y a quelque chose qui ne va vraiment pas dans notre système, où après avoir cotisé à l'assurance-chômage toute ma vie (depuis l'âge de 15 ans sans jamais en profiter), lorsque je me trouve dans une situation désespérée et que j'ai besoin d'une aide financière pour m'aider à repartir, on refuse de me l'accorder et je vais tout simplement perdre mon temps alors que j'aurais pu m'améliorer et avoir la chance de commencer une nouvelle carrière.

Il continue:

Que doivent faire ceux qui, comme moi, ont 40 ans passés. Ceux à qui l'on répète qu'ils sont trop vieux et auxquels on ne donne pas la possibilité d'un second départ? Est-ce que nous devons rentrer dans notre coquille pour y mourir?

Une fois de plus, monsieur le Président, comment le gouvernement répond-il à ce cri de désespoir, un cri qui se répète fréquemment dans ce pays? Mon électeur termine en disant:

Je ne voudrais pas dénigrer le pays où nous vivons, car nous avons encore beaucoup de chance par rapport à d'autres pays, mais tout de même, c'est décourageant et déprimant.

Que devons-nous faire?

Y a-t-il de l'espoir?

● (1240)

Y a-t-il un espoir pour un homme dans cette situation au Canada à l'heure actuelle, monsieur le Président? Il faut admettre qu'il est nécessaire de réorganiser fondamentalement notre économie, de revoir nos priorités, pour éviter que les capitaux placés ne servent à permettre aux actionnaires de sociétés d'obtenir le rendement maximum sur leur investissement. Il faut plutôt affecter ces placements à la création

d'emplois au Canada, dans le secteur manufacturier, et à renforcer le secteur extractif.

Bien que nous soyons un des principaux producteurs miniers et forestiers du monde, notre balance des paiements est encore extrêmement déficitaire en ce qui concerne les machines utilisées dans l'exploitation minière et forestière. C'est une honte! La situation est analogue dans le secteur agricole. Si nous voulons créer des emplois, il faut relancer le secteur manufacturier. Il faut par ailleurs songer à créer une marine marchande pour que les produits canadiens soient transportés par des navires canadiens.

Au lieu de parler de réduire les services sociaux comme l'enseignement postsecondaire, les pensions, les services de santé, il faut reconnaître la nécessité d'élargir ces services sociaux dans bien des régions. Il faut réformer le régime fiscal pour le rendre plus juste et plus équitable. Les salariés paient leurs impôts par retenues à la source. Malgré cela, l'année dernière, près de 8,000 Canadiens au un revenu supérieur à \$50,000 n'ont pas payé un sou d'impôt sur le revenu. En fait, 239 Canadiens qui ont gagné plus de \$250,000 en 1982 n'ont pas payé un sou d'impôt sur le revenu. Et la justice dans tout cela? Notre ministre des Finances a dit que cela ne pose aucun problème pour lui car ces personnes devront finir par payer leurs impôts. En période de crise, il faut faire des sacrifices et s'imposer des restrictions. Il faut toutefois une certaine équité et une certaine justice.

Quelle autre possibilité l'opposition officielle offre-t-elle aux Canadiens? Naturellement, les Canadiens voudraient bien se débarrasser du gouvernement actuel. Je partage tout à fait ce sentiment. Consultons le compte rendu, monsieur le Président. Voyons un peu qui vote continuellement avec le gouvernement. Depuis trois ans, le parti libéral et le parti conservateur ont voté ensemble à 103 reprises. Le Nouveau parti démocratique a voté 54 fois avec le gouvernement. Ce sont les conservateurs qui soutiennent sans cesse le gouvernement.

Je voudrais citer un passage d'un article du *Globe and Mail* du mois de novembre où il est question de l'expert financier, le député de Saint-Jean-Ouest (M. Crosbie):

Il dit que si nous étions au pouvoir demain, il continuerait à adopter la tactique générale du ministre des Finances, Marc Lalonde, à savoir à insister sur la nécessité de réduire l'inflation et d'abaisser les taux d'intérêt, d'aider les entreprises et de prêcher la modération.

Voici ce qu'il dit sur les politiques:

Nous ne dévoilons pas notre jeu. Si vous voulez savoir de quoi il s'agit (quelles sont nos politiques), élevez-vous.

Quelle attitude méprisante à l'égard des Canadiens, monsieur le Président. Je sais que mon temps de parole sera bientôt écoulé. J'espère bien que le gouvernement admettra que nous sommes en pleine crise pour ce qu'est de la situation économique, de la conservation des services sociaux et, qui plus est, d'assurer la survie de notre planète et de mettre un terme à la course aux armements nucléaires.

Le président suppléant (M. Guilbault): Questions, commentaires.

M. Hnatyshyn: Monsieur le Président, j'ai une question toute simple à poser à mon collègue après avoir écouté attentivement son exposé sur les éléments nécessaires d'une politique économique. Je tiens à remercier le député très sincèrement des conseils qu'il a donnés à l'opposition officielle. J'apprécie son esprit constructif. Son chef a parlé de la position du NPD